

*Inquiétudes concernant la
situation des droits de l'homme
dans les prisons équatoriennes*

Image not found or type unknown

Par María Josefina Arce

Les prisons équatoriennes ont fait parler d'elles ces dernières années en raison d'émeutes, de massacres et de conditions déplorable telles que la surpopulation, le manque de soins médicaux, le manque d'accès à la justice et les violations des droits de l'homme.

Depuis 2020, la situation dans les prisons a fait les gros titres, avec plus de 450 détenus tués dans une série de massacres à ce jour.

Aujourd'hui, elle est de nouveau au cœur de l'actualité, car les forces armées auraient commis des excès à l'encontre des prisonniers dans le cadre de l'état d'urgence décrété le 9 janvier par le président Daniel Noboa pour lutter contre la vague de violence croissante dans le pays.

Selon les rapports, plus de 7 000 personnes ont été détenues, dont 200 considérées comme des terroristes présumés. Il convient de rappeler que lorsque M. Noboa a déclaré le "conflit armé interne", 22 groupes criminels organisés ont été classés comme organisations terroristes.

La lutte contre la violence sur le territoire équatorien a suscité des inquiétudes, l'année dernière s'étant soldée par plus de 7 000 morts, ce qui fait de l'Équateur la nation la plus insécurisée et la plus violente d'Amérique latine.

Les groupes de la société civile ont mis en garde contre les violations des droits de l'homme. En fait, ces dernières heures, un juge équatorien a statué que les forces armées avaient violé les prérogatives des détenus dans les prisons, en plein état d'urgence.

La sentence, qui répond à un appel présenté par le Comité permanent pour la défense des droits de l'homme, déclare l'État équatorien responsable "par action et par omission", car, selon le magistrat, les forces armées ont mené des actions contre l'intégrité des prisonniers.

Les organisations civiles soulignent que ce scénario ne favorise pas la lutte contre la violence et encore moins la récupération des prisons, car elles affirment avoir reçu des rapports faisant état de menaces, de coups et de privation d'eau et de nourriture pour les détenus.

Le ministère public et la police enquêtent déjà sur la mort d'au moins cinq détenus dans la prison de Santo Domingo de los Tsáchilas, à la suite de plaintes de proches concernant des violations des droits de l'homme dans les prisons du pays andin.

Mais l'Équateur doit également prendre d'autres mesures pour lutter contre la violence et la criminalité, qui, selon les experts, touchent les enfants et les jeunes, qui sont recrutés par des groupes criminels.

C'est pourquoi ils soulignent la nécessité d'une réponse globale qui, outre la lutte contre ces organisations, devrait inclure des programmes sociaux en faveur des secteurs les plus vulnérables et fermer ainsi la porte à la délinquance.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/347375-inquietudes-concernant-la-situation-des-droits-de-lhomme-dans-les-prisons-equatoriennes>



Radio Habana Cuba